



Agissons

Urgence, salaires, emplois et justice sociale

Des salariés actifs et retraités, des citoyens expriment une colère légitime pour avoir les moyens de vivre dignement, pour plus de justice sociale. Cette colère, la CGT la comprend et la porte au quotidien depuis plusieurs mois et au travers de nombreuses journées d'action et de grèves.

Alors que la France est en 2017 le 5^{ème} pays producteur de richesses dans le monde, le chômage, le travail précaire s'accroissent et plongent dans le désarroi de plus en plus de familles, de citoyens. La préoccupation d'une partie grandissante de la population est de boucler les fins de mois.

Ca ne peut plus durer.

Une société qui n'offre pas de perspectives à ceux qui produisent les richesses par leur travail, ni à la jeunesse pas plus qu'aux retraités, est une société sans avenir.

Le gouvernement joue avec le feu en banalisant les revendications, en ignorant les organisations syndicales. Pire, le président de la république, ses

ministres sont régulièrement méprisants vis-à-vis des citoyens au travers de « petites phrases ». Cette politique lui revient en boomerang en plein visage. La responsabilité du gouvernement est énorme. Le surnom de président des riches est bien justifié. À force de tirer sur la ficelle, les premiers de cordée seront bien seuls au sommet.

Il y a donc urgence à répondre aux attentes sociales comme :

- L'augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux
- La prise en charge des transports par les employeurs,
- Une TVA à 5,5% pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité
- Une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu le rétablissement de l'impôt sur la fortune.

Ces revendications sont urgentes et légitimes.

Le gouvernement instrumentalise les enjeux environnementaux, alors que rien ne se fera si on ne prend pas en compte le lien unissant cause sociale et cause écologique. Nous refusons cette nouvelle division orchestrée par l'Élysée entre les citoyens qui seraient responsables en matière environnementale et les autres. Nous refusons de mêler nos voix avec ceux, comme le Patronat, qui font volontairement l'amalgame entre taxes et cotisations sociales.

Dans cette période de clair-obscur où peuvent surgir les monstres, la CGT appelle les citoyens à

ne pas laisser dévoyer leur colère par ceux distillant des idées xénophobes, racistes, homophobes. C'est bien tous ensemble que nous pourrions infléchir la politique du Président des riches.

Par ses initiatives, sa volonté de rassemblement et d'unité, la CGT est au service des salariés, des citoyens pour un monde de progrès et de justice sociale. Elle prendra toutes les initiatives dans la période pour permettre à ceux qui luttent de s'organiser afin de gagner sur leurs justes revendications.

Pour se rendre à la manifestation à Paris

Départ en car de Troyes

À 6h 45 du parking Delestrain (face au cube)

Passage à Romilly-sur-Seine

À 7h 30 Parking Bibliothèque F. Mitterrand

Inscription à l'UD CGT : participation financière libre

Maison des Syndicats 2A boulevard du 1er RAM 10 000 TROYES Tél : 03 25 73 38 47

Email : udcgt10@gmail.com

Coup de gueule

Emmanuel Macron accélère la casse de l'assurance chômage et de notre protection sociale

Le 1^{er} août, l'Assemblée nationale votait, avec les articles 32 et 33 de la loi « Avenir professionnel », l'obligation aux organisations de salariés et du patronat d'une renégociation de l'assurance-chômage avec cadrage de l'État.

C'est la remise en cause de la protection sociale française, la fin du paritarisme... de mauvais coups portés aux travailleurs dans leur ensemble :

- fin du cumul activité / emploi ;
- élargissement des CDI de chantier ;
- remplacement de plusieurs salariés par un seul CDD ;
- tenue d'un journal de bord de recherches d'emploi ;

- renforcement du contrôle et des sanctions...

Les enjeux : des économies d'ampleur contre les travailleurs privés d'emploi, la fin de la couverture assurantielle et de la solidarité.

C'est l'étatisation du système, par la suppression de toutes les prestations sociales regroupées dans un revenu de charité aux pauvres comme en Angleterre, en Allemagne ou en Suède et Norvège.

Pour exemple : en Angleterre, une famille monoparentale avec deux enfants perçoit 353 euros par mois, contrat à zéro heure, 40 % des enfants sous-alimentés et 1,5 million de sans-abri. Voilà notre future

DES SANCTIONS POUR LES CHÔMEURS

À 100 KILOMÈTRES DE CHEZ VOUS, TRAVAIL DE NUIT, WEEK-ENDS COMPRIS, 10 HEURES PAR SEMAINE, 70% DU SMIC...

HEU... GA C'EST L'OFFRE D'EMPLOI OU LA SANCTION ?



vie si nous ne nous mobilisons pas tous ensemble.

Toute la CGT doit s'emparer de la bataille de la protection sociale et de l'assurance-chômage car nous sommes tous concernés.

En 1936, le Front populaire ; de 1939 à 1945, les travailleurs se sont battus contre le capitalisme, le nazisme, l'oppression ; après la guerre, ils ont lutté pour une véritable protection sociale basée sur la solidarité.

Demain, si nous laissons faire, si nous voulons manger, nous nous battons pour faire les poubelles...

Tous ensemble, on gagne ! On ne lâche rien !

Le 1er décembre, l'Union Départementale CGT de l'Aube appelle tous les citoyens, les salariés actifs et retraités à se joindre aux manifestations des privés d'emploi pour exiger des réponses immédiates et précises de la part du gouvernement et du patronat

UD AUBE notre site internet
www.udcgt10.fr



Cégétez-vous !

NOM (Mme, Mlle, M. ⁽¹⁾) :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
N° de téléphone :
Entreprise :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Profession : Je suis

Contact CGT :
UD-CGT de l'Aube
2A Bd. 1er RAM 1er Étage
10000 Troyes
Tél : 03.25.73.38.47
udcgt10@gmail.com

Pour se rendre à la manifestation

Départ en car de Troyes

À 6h 45 du parking Delestrain (face au cube)

De Romilly-sur-Seine

À 7h 30 Parking Bibliothèque F. Mitterrand

Inscription à l'UD CGT

Maison des Syndicats

2A boulevard du 1er RAM 10 000 TROYES

Tél : 03 25 73 38 47

Email : udcgt10@gmail.com

Participation financière libre.

⁽¹⁾ rayer les mentions inutiles